

**En Comité Technique**  
**No Futur pour l'emploi à l'INRA !**  
**Les nouveaux chantiers de la DG**

**Au Comité Technique du 3 mars : No futur pour l'emploi à l'INRA ?**

Extrait de l'intervention introductive SUD :

« La campagne de concours externes 2015 s'est ouverte ce 19 février.

Après un slogan 2012 appelant, sans beaucoup de modestie, à candidater pour « nourrir 9 milliards d'êtres humains », puis l'an dernier un visuel qui avait suscité quelques remous chez les lecteurs sensibles à la cause féminine, la campagne de recrutement annonce cette année avec aplomb « *Partout où il y a de l'avenir... l'INRA recrute 67 ingénieurs, cadres et techniciens* ». Les collègues contractuels, jeunes et moins jeunes, qui espèrent un emploi stable auront du mal à apprécier cette antiphrase.

« **Partout il y a de l'avenir ?** » : pas à l'INRA, où le nombre de postes a diminué de moitié par rapport aux années précédentes !

L'ouverture en janvier de 30 postes « chercheur » et les chiffres annoncés lors de la présentation du budget 2015 nous laissent entrevoir cette triste réalité, loin de l'engagement du ministère de remplacer « 1 pour 1 » les départs en retraite. Et devons-nous être rassurés sur le devenir du corps de Adjoints Techniques... avec finalement 8 profils ouverts ?



Quant à l'évolution de la politique de recherche dans notre secteur, les déclarations entendues à l'occasion du salon de l'agriculture ne rassurent pas :

- le Président de la République cherche la quadrature du cercle en voulant produire plus et réduire les gaz à effet de serre – alors qu'il faudrait surtout consommer mieux et moins – et affirme la nécessité de poursuivre les efforts de recherche sur les biotechnologies – alors que plus que jamais c'est d'agronomie dont nous avons besoin ;
- le Ministre de l'agriculture déclare qu'on ne peut pas se passer de l'agriculture industrielle ;
- la Ministre de l'écologie, présente comme nécessaire ce qu'elle appelle une « simplification » de la réglementation environnementale, par exemple mettre en œuvre des mesures pour faciliter l'agrandissement des élevages, après une rencontre qui s'est récemment tenue entre cinq ministres et les représentants de la FNSEA ...

Peut-être grisé par ce contexte, le directeur de la communication de l'INRA se lâche quant à lui en se permettant un commentaire extrêmement choquant sur son compte twitter personnel (qui mêle allègrement des considérations personnelles et professionnelles), nous citons :

« Visite de la @ConfPaysanne : comme d'habitude, on mêle bon sens de façade et rhétorique rance... »

Ces propos sont très péjoratifs envers un acteur majeur du syndicalisme à la fois par le nombre d'agriculteurs qu'il rassemble et par la pertinence de son projet agricole, social et environnemental, projet en pleine résonance avec les attentes des citoyens pour une agriculture respectueuse de la qualité des produits, de l'environnement et de l'emploi.

Nous demandons à la direction de l'INRA une réaction officielle à ce débordement. »

Lire [la suite de l'intervention et les notes de la délégation SUD à cette réunion du 3 mars](#) qui a débattu de la note de service promotion 2016 (avec également des possibilités en berne) de la future gestion des mobilités, de la charte de fonctionnement. Et à la demande des personnels : le devenir du centre de Corse, de CHSCTs en Val de Loire, de l'unité URGV (Evry).

**Retour sur le Comité Technique de janvier, avec de nouveaux chantiers ouverts**

La Direction avait convoqué l'instance, dans sa nouvelle composition, dès le 13 janvier, avec au-delà du catastrophique budget 2015 et du suivi de l'IAVFF (l'Institut Agronomique Vétérinaire et Forestier de France qui va remplacer Agreenium), l'annonce de 2 nouveaux chantiers : **la révision du décret de 1984 relatif à l'INRA et l'évolution des instances de concertation Centres et Départements.**

[Lire les premières propositions de la DG dans les notes SUD](#), désormais présente avec une délégation renforcée (2 sièges après les élections de fin 2014).

Ces chantiers restent ouverts car, contrairement à ce qui était prévu, ces sujets n'ont pas été abordés ce mois de mars, preuve que l'administration rencontre des difficultés à tenir son agenda !